

L'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

union
ouvrière et paysanne
pour la démocratie
prolétarienne

Meetings régionaux

Le 26 février

Paris de 14h à 18h salle A de la Mutualité
(Rue St-Victor)

Rennes de 14h à 18h Pavillon des lices

Lille à 17h, salle du Conservatoire,
place du concert

**Après les mensonges du
gouvernement sur le chômage**

UNE MAIN D'ŒUVRE DE JEUNES A BON MARCHÉ

(Voir article p.7)



Les jeunes ont toujours montré leur combativité face aux plans de la bourgeoisie.

**32e congrès de la FNSEA
à la veille des élections**

RIVALITE DROITE / GAUCHE ACCRUE

Le congrès de la FNSEA - Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles - qui vient de se dérouler mercredi et jeudi dernier à Versailles n'aura pas été un congrès ordinaire comme beaucoup de ceux qui l'ont précédé. A trois semaines des prochaines élections législatives, il était inévitable que les rivalités entre les différentes forces bourgeoises pour le pouvoir aient un écho dans les sphères dirigeantes de ce syndicat.

La FNSEA (et Debatisse, son président) est traditionnellement du côté de la droite depuis plus de vingt ans. Ses dirigeants ne défendent pas les intérêts économiques des petits et moyens paysans. Ils préfèrent les salons ministériels et la collaboration de classe, pour obtenir quelques miettes des représentants du grand capital. Les dirigeants de la FNSEA actuels ont été les

inspirateurs de la loi d'orientation agricole de 1960 et n'ont pas manqué de zèle pour l'appliquer, ce qui a entraîné une accélération de l'exode rural et un développement du capital agro-alimentaire.

Cette politique des dirigeants de la FNSEA s'est encore illustrée par le soutien et la participation à l'application des mesures gréviant le revenu des petits paysans, comme la mise en place de la taxe de coresponsabilité sur la production laitière.

Bien sûr, cette politique passe de plus en plus mal à la base. C'est dans ce contexte que des responsables de certaines fédérations tentent de récupérer ce mécontentement au profit des forces politiques qu'ils soutiennent, en particulier le Parti socialiste de Mitterrand.

Des luttes ouvertes et dans l'ombre ont lieu depuis

de nombreux mois et n'ont cessé de s'amplifier jusqu'au dernier congrès. La manifestation de Vannes réunissant 10 000 paysans contre la taxe laitière et contre la direction nationale de la FNSEA allait montrer que l'opposition à Debatisse s'amplifiait.

Au dernier congrès, 22 fédérations départementales signaient un texte commun condamnant notamment l'exclusion de la fédération de Loire-Atlantique grâce à une manipulation des mandats. Ces 22 fédérations éditent déjà un bulletin interdépartemental qui donne à l'opposition liée au PS un jour organisationnel.

Ces rivalités, grâce à quelques tours de passe-passe dont Debatisse a le secret, n'ont pas ébranlé la direction de personnages corrompus arrivistes et affairistes qui n'ont rien à voir avec la paysannerie qui lutte pour vivre de son travail.

Déclaration du bureau politique du Parti communiste marxiste-léniniste de France Elargir la lutte pour l'indépendance syndicale

Deux déclarations des dirigeants syndicaux, Maire et Ségué, ont marqué récemment leur volonté affirmée de mettre les confédérations qu'ils dirigent à la remorque des partis prétendument de gauche, le PCF et le PS.

Le 9 février, la déclaration de Georges Ségué appelait explicitement les syndicalistes CGT et l'ensemble des travailleurs à voter PCF. La mise au point postérieure, précisant qu'il avait pris cette position « en tant que membre du Bureau politique du PCF » ne change rien à l'affaire. Elle témoigne seulement de la résistance qu'une telle position suscite chez nombre de militants de base de la CGT bien au-delà des seuls adhérents du PS.

Dans l'interview accordée en primeur à la revue du Parti socialiste « L'Unité », Edmond Maire, de son côté, enfonce le clou des analyses et des perspectives élaborées par le dernier Conseil national de la CFDT, visant à jeter le poids de ses adhérents dans la balance électorale, en faveur de la fictive « Union de la gauche » par l'intermédiaire, principalement, du PS.

Cette tentative se heurte elle aussi à l'existence d'un réel courant d'opposition qui, quoique minoritaire sur le plan des structures, rencontre une large approbation parmi la masse des syndiqués.

Ce n'est pas parce que leurs prises de positions sont ouvertement politiques que les manœuvres de ces dirigeants syndicaux doivent être condamnées et combattues. Mais bien parce que, s'appuyant sur leurs fon-

ctions syndicales et sur la si légitime et si profonde volonté de changement de la classe ouvrière et de tous les travailleurs, ils les appellent à voter, aux prochaines législatives, pour une politique fondamentalement contraire à leurs intérêts de classe, une politique visant à étouffer la volonté de lutte du prolétariat, à faire triompher la vieille ligne de collaboration entre exploités et exploités.

Ce faisant, ils se gardent bien de porter le débat au sein de la classe ouvrière, des syndiqués comme de l'ensemble des travailleurs, qu'ils s'évertuent à présenter comme unanimement ralliés à leurs bannières de trahison. Ce débat, c'est aux travailleurs de l'imposer dans leurs sections syndicales, dans les structures syndicales où la confiance de leurs camarades les a portés à des responsabilités, dans les assemblées générales des travailleurs syndiqués et non-syndiqués, dans les luttes et les grèves qui se mènent malgré eux, contre eux, en cette période électorale.

Ils y imposeront la nécessaire classification politique qui conduit à critiquer, à démasquer, à rejeter les directions syndicales qui ne bavardent sur l'indépendance des syndicats que pour mieux enchaîner les travailleurs au char de ces partis faussement de gauche et vraiment bourgeois.

Ils y développeront le juste mot d'ordre « Tous ensemble et en même temps » sur la ligne « Classe contre classe », la classe des exploités contre celle des exploi-

teurs. Ils travailleront à forger l'unité de tous les exploités, jeunes et vieux, hommes et femmes, français et immigrés, actifs et chômeurs, autour des combats de classe en cours pour élargir et unir toujours plus le mouvement de lutte anticapitaliste que ne cessent de saboter les dirigeants confédéraux. Et ceux-ci apparaîtront alors sous une lumière crue pour ce qu'ils sont : des diviseurs, qui morcellent la classe ouvrière en pro-PCF et pro-PS au lieu de travailler à souder entre eux tous les exploités sur la défense intransigeante de leurs intérêts de classe ; des mystificateurs qui sèment l'illusion que tout peut basculer par la grâce d'un bulletin de vote au lieu d'indiquer aux masses qu'elles ne doivent compter que sur leurs propres luttes.

Les militants, les travailleurs révolutionnaires engagés aussi déjà la lutte contre ces soi-disant démocrates qui noient les vraies questions dans des flots de textes incompréhensibles, prétendent parler au nom des travailleurs sans jamais leur donner la parole, excluent ceux qui les démasquent pour ce qu'ils sont. Ils réaffirment haut et clair leur volonté de développer la lutte pour leurs justes revendications, leur refus de l'exploitation sous la férule d'un gouvernement bourgeois, qu'il soit de droite ou de gauche. Quel que soit le résultat des législatives prochaines, contre le gouvernement issu de ces urnes, l'avenir appartient à leurs luttes.

le 24 février 1978



Une jeune fille palestinienne à l'entraînement

DECISIONS DU CONSEIL NATIONAL PALESTINIEN

Le Conseil national palestinien s'est réuni à Damas le 12 février dernier, alors que la tension demeure toujours vive au Proche-Orient. Il a notamment réaffirmé les principes suivants :

« Se basant sur sa Charte et s'attachant aux résolutions de ses conseils nationaux, l'OLP réaffirme sa ferme position contre la politique du président Sadate et exprime sa détermination à poursuivre la lutte armée jusqu'à la réalisation de ses objectifs, à savoir, la satisfaction des

droits nationaux inaliénables du peuple palestinien, y compris son droit au retour, à l'autodétermination et à l'établissement de son État indépendant sur son sol national sous la direction de l'OLP. Nul n'a le droit de parler au nom du peuple arabe de Palestine et de le représenter dans les instances internationales. Seule, l'OLP est habilitée à le faire.

Le Conseil national palestinien salue avec fierté l'attitude de notre peuple

dans la patrie occupée, contre les conséquences de la politique de Sadate. Il considère cette attitude comme un témoignage de la détermination de notre peuple à s'opposer à toutes les tentatives de judaïsation, d'établissement de colonies de peuplement et de faits accomplis...

Le Conseil national palestinien attire l'attention de tous les responsables arabes sur les complots perpétrés par Israël et ses complices au Sud-Liban, qui vise dans le cadre des plans militaires, à mettre

le feu aux poudres, de nouveau au Liban. Le CNP réaffirme le ferme attachement de l'OLP à la souveraineté et à l'unité du Liban et de son peuple.

Le Conseil national palestinien réaffirme la nécessité de consolider l'unité nationale entre tous les détachements du Mouvement palestinien de Résistance, et d'avancer encore dans l'unification de leurs forces militaires afin de faire face aux complots et dangers qui guettent la Révolution palestinienne...

● Iran

Quatre cent cinquante personnes ont été arrêtées à la suite des manifestations du week-end dernier à Tabriz dans le nord-ouest du pays. Lors de ces manifestations contre le gouvernement, six personnes ont été tuées et 125 blessées.

● Espagne

Mercredi soir, quatre mille travailleurs manifestaient pour exiger la réintégration d'un ouvrier licencié. A la suite de la manifestation, des affrontements entre les travailleurs et la police ont eu lieu, il y eut quinze blessés et sept autres manifestants furent arrêtés.

● Colombie

Les étudiants se sont heurtés aux forces de police mardi à Cali, vingt personnes furent blessées et 108 arrêtées. Ces heurts ont fait suite à une manifestation des étudiants qui

refusaient la hausse des transports urbains qui alourdit les charges, notamment pour les étudiants des couches les moins favorisées.

● Japon Non à l'URSS

Le Japon a rejeté une nouvelle offre soviétique de signature d'un traité de « bon voisinage et de coopération » entre le Japon et l'Union soviétique.

Brejnev a renouvelé sa proposition dans une lettre remise au Premier ministre nippon, Takeo Fukuda, par l'ambassadeur soviétique à Tokyo.

M. Fukuda a rejeté l'offre de Brejnev car celui-ci ne mentionnait pas dans sa lettre l'exigence japonaise de récupérer les quatre îles Kouriles annexées par l'Union soviétique à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Seul, le règlement de ce contentieux territorial peut ou-

vrir la voie à un traité de paix entre le Japon et l'Union soviétique, a affirmé le Premier ministre japonais.

● Afrique australe Protestation de l'ONU

La commission de l'ONU sur les Droits de l'homme a adopté sans opposition mercredi matin six résolutions sur la situation en Afrique Australe.

La commission a notamment « protesté avec indignation contre le traitement inhumain infligé aux combattants de la liberté arrêtés par le régime raciste de l'Afrique du Sud et par le régime illégal et minoritaire du Zimbabwe » (Rhodésie).

Elle a également « condamné avec véhémence les

actes criminels commis par les autorités sud-africaines contre les enfants manifestant contre l'apartheid ».

Elle a décidé de tenir au Lesotho en juillet un « colloque sur l'exploitation économique et culturelle des Noirs en Afrique du Sud et en Namibie, et la situation dans les prisons sud-africaines. En particulier, la prison spéciale de Robben Island ».

● Etats-Unis

Les mineurs en sont à leurs 80e jour de grève et les négociations en sont au point mort, le patronat refusant de céder. Le conseil syndical avait proposé que les négociations se basent sur un accord conclu avec une firme privée de Pittsburgh, ce que l'association des capitalistes a refusé. Ces derniers comptent sur les difficultés grandissantes que connaissent les familles des mineurs pour les contraindre à céder. Ils se font bien des illusions.

● Comores

POUR LE DROIT A L'IDENTITE ET A LA DIGNITE NATIONALE

L'association des stagiaires et étudiants des Comores vient de publier une lettre ouverte au chef d'Etat comorien concernant le statut juridique des Comoriens immigrés résidant en France.

A l'indépendance des Comores, (moins l'île de Mayotte toujours opprimée par le colonialisme français), le 6 juillet 1975, une période de deux ans était ouverte par le gouvernement français au cours de laquelle les Comoriens résidant en France devaient voir régulariser leur situation. Cette période expire le 11 avril prochain et le gouvernement comorien se désintéresse toujours de la situation de ses ressortissants immigrés en France, refuse de leur faire remettre des passeports comoriens et leur conseille de « prendre la nationalité française ».

L'ASEC déclare dans cette lettre ouverte :

« On constate étrangement que plus l'échéance du 11 avril approche, plus il devient difficile, voire impossible de se procurer des papiers comoriens. A observer d'un peu plus près les faits, on constate que le gouvernement français et votre gouvernement font tout ce qu'ils peuvent pour obliger les Comoriens en France à opter pour la nationalité française.

« N'est-ce pas ainsi que l'on doit comprendre votre refus d'assumer vos responsabilités, face à la nation comorienne et l'accroissement des difficultés que vous créez aux compatriotes qui veulent des papiers comoriens ?...

« N'est-ce pas la même tactique qu'utilise le gouvernement en accroissant les pressions sur les Comoriens (travail comme inscription dans les écoles, logement, etc ?)

« N'est-ce pas le gouvernement français qui soutient des petits groupuscules du genre RCF, qui se font les

hommes de main de la France pour louer « les bienfaits de la France éternelle », pour prétendre que les Comores sans la France, c'est un non-sens qui perdra le pays, etc. ?

« Faut-il en conclure que les gouvernements français et comorien collaborent étroitement pour obliger les Comoriens en France à quitter la France sous peine d'être emprisonnés et expulsés ou à opter pour la nationalité française ?

« En tout cas, pour notre part, ASEC, nous sommes décidés à lutter de toutes nos forces au côté de notre peuple pour la défense conséquente de la dignité nationale comorienne et nous ne ménagerons aucune force à cet effort. Nous exigeons de votre gouvernement la prise immédiate des mesures nécessaires garantissant à nos compatriotes à l'étranger, dans un premier temps en France, la garantie de leur sécurité et de leur droit d'immigré ».

● Tchécoslovaquie L'hommage des fantômes

Lubomir Strougal, président de gouvernement fédéral tchécoslovaque, a participé mercredi, au siège du Quartier général des forces armées soviétiques en Tchécoslovaquie, à une réunion solennelle organisée à l'occasion du 60e anniversaire de la création de l'armée soviétique.

Strougal n'a pas craint de saluer en l'armée de Brejnev « la première dans l'histoire de l'humanité à avoir pour mission suprême la défense de la paix ».

« L'armée soviétique sert de bouclier à la paix, a-t-il déclaré, et elle deviendra,

en cas de nécessité, son épée ».

Évoquant l'agression de l'URSS contre la Tchécoslovaquie en août 1968, il a osé affirmer : « L'aide de l'armée soviétique sœur et d'autres pays socialistes a été un acte de solidarité internationaliste qui a sauvé la cause du socialisme en Tchécoslovaquie ».

A qui ce larbin espère-t-il faire ainsi prendre des vessies pour des lanternes ? Sûrement pas au peuple tchécoslovaque qui depuis dix ans déjà, vit constamment sous la menace des canons, des tanks soviétiques braqués sur lui.

union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne

LEUR CAMPAGNE ET LA NÔTRE

Les travailleurs sont de moins en moins enthousiasmés pour les grands discours et débats des candidats des partis traditionnels de droite ou de gauche. Les sondages même en font état.

L'opinion largement répandue concernant les politiciens bourgeois n'est guère flatteuse... et par contre tout à fait réaliste : marchands de promesses et d'illusions ! Les réunions qu'organisent çà et là leurs candidats rassemblent un public parfois très clairsemé, et il n'y a guère que les grands leaders qui rassemblent beaucoup de monde, au prix d'un battage monstre, d'ailleurs !

Mais n'est-il pas vrai que leurs discours mille fois répétés et leurs duels radiotélévisés se placent sur un terrain bien loin de celui des travailleurs ? Eux se disputent le gouvernement de l'Etat capitaliste et les travailleurs de leur côté, même s'ils ont encore quelques espoirs et illusions sur un changement de gouvernement, veulent la fin du capitalisme.

En quoi peuvent-ils se sentir concernés quand Marchais et Mitterrand se défient, quand Peyrefitte déballe un flot de vieilles rengaines sur la coopération entre le capital et le travail et la liberté d'être chômeur qu'il nous octroie en effet largement ?

Les travailleurs ne sont que témoins, de moins en moins attentifs : le seul acte qu'on leur demande, c'est de mettre le « bon bulletin » dans l'urne !

Or les luttes quotidiennes opposent dans tous les domaines les diverses couches de notre peuple à l'exploitation et l'oppression capitaliste. Ces luttes, il s'agit de les organiser, de les amplifier. Les travailleurs français, immigrés, jeunes et moins jeunes, hommes, femmes, ouvriers, petits paysans veulent s'unir et doivent s'unir pour combattre efficacement le capitalisme : c'est cela le terrain des travailleurs, c'est cela leur vie !

C'est justement de cela que se préoccupent nos comités. C'est justement cela la perspective qu'ouvre votre Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne.

Et c'est en cela qu'elle répond aux profondes aspirations de notre peuple.

**Ouvriers, paysans, travailleurs,
les candidats de l'UOPDP
défendent vos intérêts,
ils sont vos candidats :
soutenez-les !
Le soutien financier
est aussi un soutien politique.**

Envois à Jean-Louis RABOUTET
N° 42 121 U
Agence G.N. 874 du Crédit Lyonnais
Centre Commercial du «Luth»
92 230 Gennevilliers

A nos lecteurs

Le Quotidien du Peuple et L'Humanité Rouge publient, simultanément, chaque semaine, ces pages prises en mains par l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne.

EN AVANT

VERS DE NOUVEAUX SUCCES !



Le processus de construction de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne est entré dans une nouvelle phase.

Sur la base de l'appel du Comité d'initiative national, partout où se présentent nos candidats, des comités d'initiative locaux s'étaient formés et avaient rapidement entrepris un intense et large travail de diffusion et de discussion de nos propositions, dans les usines, les quartiers populaires, les villages.

L'appel de l'Union a touché juste et il a été entendu.

• Partout, à présent, des travailleurs se sont regroupés, à plusieurs dizaines le plus souvent, pour construire un comité local de l'Union et ont entrepris de l'animer et de le développer.

Ainsi se dessine la physionomie de classe de l'Union : ce sont les ouvriers, les employés, et dans les zones rurales les petits paysans, qui constituent l'essentiel

des premières forces rassemblées.

Au moment même, où les appareils bourgeois, à gauche comme à droite, déploient sans vergogne, à coups de milliards, tous les moyens de manipulation et de matraquage, où ils affichent avec cynisme leur mépris des masses, les forces déjà organisées dans l'Union commencent à affirmer la capacité des masses à définir elles-mêmes leurs objectifs de lutte, à s'organiser elles-mêmes pour en finir avec le système d'exploitation, à traduire en actes, leur politique, la politique révolutionnaire.

• Car les comités prennent vie sur la base de la démocratie prolétarienne : les travailleurs y adhèrent parce qu'ils ont réfléchi et discuté l'analyse de la situation, des dangers de 1978, et les orientations rassemblées dans l'Appel, parce qu'ils y poursuivent en permanence, pour mieux s'unir, un riche débat politique : sur le

projet capitaliste d'Etat du PCF, sur l'action à mener dans les syndicats, sur les revendications à définir, sur le socialisme que nous voulons. A Tonnerre, c'est à l'issue d'une discussion approfondie, et d'une réfutation soignée des hésitations et objections rencontrées dans les masses, que le comité s'est fermement unifié sur la nécessité d'appeler à l'abstention au deuxième tour.

• Car les comités tirent leur dynamisme de l'initiative ainsi libérée des travailleurs : à Rennes, les camarades ont formé sept équipes pour rayonner sur les quartiers populaires. A Nantes, le comité a formé deux groupes de 25 sur la ville. Un autre va s'associer à la campagne de Eridé, qui représente un courant conséquent de lutte pour le cadre de vie.

D'autre part, un comité paysan est en formation dans la campagne nantaise. Dans l'aggloméra-

tion lyonnaise, plusieurs comités se sont organisés en commissions (immigrés, femmes, quartiers...) qui fixent leurs thèmes de réflexion, leurs axes d'intervention. A Dunkerque, où le comité est présidé par une femme d'ouvrier d'Usinor, des ouvriers d'Usinor sont allés s'adresser à leurs camarades des Chantiers de France.

De nouvelles perspectives s'ouvrent aux comités enracinés dans la réalité de la vie et des luttes populaires : des contacts, des rencontres fraternelles se multiplient avec des sections syndicales, des associations de quartier, certains groupes écologistes et des groupes femmes.

Au niveau des régions, des liens se nouent avec des candidatures représentatives de courants qui refusent aussi bien les partis de droite que les illusions et les dangers de la fausse gauche.

Suite page 2

EN AVANT VERS DE NOUVEAUX SUCCES!

Suite de la une

• Car les comités se forment pour l'action et se renforcent dans l'action : à l'heure où le discours bourgeois, où les virtuoses de la démagogie, Marchais en tête, s'exhibent sans retenue, les comités eux entendent agir, agir sur le terrain de la lutte de classe, au plus près des travailleurs, passer à l'offensive. A Lille les camarades ont été partie prenante du débat sur l'unité des travailleurs français et immigrés. A Besançon, les camarades ont développé, dans plusieurs débats, face aux autres candidats, nos positions dans différents domaines.

L'expérience montre que, y compris là où le PCF dispose d'un lourd appareil municipal, syndical et publicitaire, lorsque les comités, comme à Villejuif, s'attaquent de front, au projet politique du PCF, à ses manœuvres de manipulation, ils mettent à jour et commen-

cent à polariser un courant qui refuse de se laisser enfermer dans le faux choix entre gauche et droite, et cherche à matérialiser une véritable alternative révolutionnaire.

Une dynamique est en train de s'enclencher. La faillite de la bourgeoisie de droite apparaît avec évidence. Dans le même temps, les partis de gauche, en se divisant, se dévoilent : Mitterrand prépare l'austérité de gauche, et Marchais, malgré ses promesses et son masque de défenseur des pauvres, suscite la défiance et l'inquiétude de toute une frange de travailleurs.

Unifier, unir, organiser les forces vives de ce pays, passer dès maintenant à l'action pour préparer les luttes qui s'annoncent et tracer la voie de la révolution socialiste : des dizaines et des dizaines de comités vivent, grandissent et œuvrent dès maintenant pour réaliser cette grande tâche.

**En avant pour la construction
du Front**

**Renforçons et développons
l'Union Ouvrière et Paysanne
pour la Démocratie Proletarienne**

Saint-Étienne MENER LA CAMPAGNE AU PLUS PRES DES TRAVAILLEURS

Le 25 janvier, un premier regroupement de militants décidait de lancer un Comité d'Initiative pour l'Union Ouvrière et Paysanne et de présenter une candidature ouvrière révolutionnaire sur la circonscription de Saint-Étienne Nord. Contre Durafour ex-ministre du chômage et Bruyère, le secrétaire fédéral du PCF de la Loire, le combat s'imposait pour faire entendre, dans la campagne, la voix des chômeurs, des jeunes, des femmes travailleuses et des ouvriers menacés dans leur emploi et leurs conditions de vie, pour faire entendre aussi les travailleurs immigrés — exclus de la campagne de toutes les autres formations politiques — et dénoncer le saccage du cadre de vie stéphanois.

Rapidement, cette initiative a pris corps : c'est près de vingt-cinq personnes qui sont associées à la campagne et ont permis la constitution d'un Comité sur Saint-Étienne.

Celui-ci s'est fixé un programme d'approfondissement des thèmes de la campagne, avec notamment trois débats (bilan de la municipalité, bilan des luttes ouvrières et perspectives de l'UOPDP). Le premier s'est tenu avec succès et a nourri déjà des interventions du comité dans certains meetings électoraux.

Par ailleurs 4 réunions publiques ont été programmées sur des quartiers ouvriers et populaires de la ville : 3 sur la circonscription et 1 sur un quartier

Hôpital psychiatrique de Villejuif

LES LEÇONS POLITIQUES D'UNE GREVE

• Le comité de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Proletarienne sur la 1^{ère} circonscription du Val-de-Marne, la circonscription où se présente Marchais, est intervenu au cours de la grève combative, menée cinq jours durant, par le personnel de l'hôpital psychiatrique de Villejuif. Joël PERRET, candidat de l'UOPDP contre Marchais s'est rendu auprès des grévistes pour débattre des nombreuses questions politiques qui ont été soulevées par la grève et son sabotage par les gens du PCF dans la CGT. Nous publions ici le tract qui a été distribué.

Cinq jours de grève à l'hôpital psychiatrique de Villejuif, 5 jours de mobilisation massive, 5 jours de confrontation politique, 5 jours d'un mouvement de lutte qui allait toujours se renforçant.

Et puis, rien !... Si, des miettes, comme la 1/2 heure de repas intégrée au temps de travail pour les agents des services hospitaliers.

Et le reste ?

- L'augmentation des effectifs,
- Les 250 F,
- Le respect et l'extension des droits et libertés syndicaux,
- Le paiement du voyage des agents Antillais, Guyanais et Réunionnais,
- L'attribution de journées pour soigner un enfant malade,
- Les équipements sociaux, le 1 % patronal pour le logement,
- L'intégration du temps de repas dans le travail.

Aucune de ces revendications autour desquelles les personnels s'étaient lar-

gement unifiés, n'a été satisfaite.

Et pourtant...

Chaque jour une assemblée générale s'organisait, où les travailleurs réfléchissaient aux formes de lutte correspondant le mieux à la nécessité d'aboutir. On n'avait jamais vu une telle volonté depuis notre mouvement du printemps 1968. Tous les jours, de nouveaux collègues adhéraient aux perspectives de notre lutte.

Comme au centre de tri de Créteil, comme dans de nombreuses entreprises du pays, les travailleurs de l'HPV refusent de payer la crise. Oui, nous refusons le plan Barre et son cortège de chômage, de misère.

Nous refusons, à l'HPV comme ailleurs, son application qui signifie : salaires de misère, effectifs insuffisants dans les pavillons, les services, les ateliers, dégradation des conditions de travail et d'hygiène, brimades, répression (remise en cause des libertés syndicales).

C'est face à cela que nous nous sommes dressés, c'est sur notre lutte que nous comptons pour que cela change ! Mais contre nous, nous n'avions pas seulement une direction intransigeante, aux ordres de Barre et de ses comparses. Il y avait ceux qui se disent nos amis, ceux qui nous rabattent les oreilles avec leur faux «parti des pauvres».

Le PCF, ce faux ami

Il faut bien admettre que la combativité du personnel, la mobilisation puissante des travailleurs aux assemblées générales ne fut pas du goût de tout le monde. Certains, dans notre syndicat CGT, après s'être rendus compte qu'ils étaient quelque peu débordés (!) décidèrent de convoquer d'urgence une réunion de la CE du syndicat pour un vote sur la reprise du travail.

La majorité refuse tout net, voulant continuer le mouvement gréviste sur la base d'une plate-forme revendicative locale à négocier avec l'administration.

Le secrétaire général de la section CGT, dont la sympathie pour le Programme commun est



Le personnel de l'hôpital défilant dans Villejuif le mardi 14.

connue, refuse de se soumettre à la majorité, menaçant de rendre son mandat.

L'attitude de ce monsieur et des siens, adhérents au PCF, porta un coup décisif à la grève. Comment en effet poursuivre, dans de dures conditions imposées par Giscard-Barre aux travailleurs, une lutte avec un syndicat divisé à l'initiative du PCF ? Telle est la question, qui en fin de compte de nombreux collègues se posent.

De fait, le seul intérêt de ces faux communistes pour notre lutte, c'est l'utilisation qu'ils peuvent en faire dans la perspective d'avoir au gouvernement des ministres à eux. Ils veulent pénétrer l'État pour y faire des nationalisations d'entreprises afin de les diriger à leur compte. Ils aimeraient que nos luttes aient comme seule issue leur installation au pouvoir.

Ils veulent, Marchais l'a dit, plus de 21 % des voix aux législatives du 12 mars. Et pour cela tous les moyens sont bons. Ils viennent ainsi de casser une lutte dans laquelle il n'était pas question que nous leur laissions faire ce qu'ils voulaient, une lutte qui les desservait, n'étant plus sûrs de la contrôler.

Alors, que valent leurs déclarations, quand ils nous disent dans ce tract diffusé sur l'HPV : «*Nous participons (le PCF) à toutes les actions décidées par le personnel, par les syndicats* !»...

Comment faire confiance à des gens qui nous disent dans le même tract, qu'aller plus loin dans la lutte c'est voter pour eux le 12 mars ; dans le même temps, leurs amis affirment

qu'«il faut savoir terminer une grève !»

Comment croire à leurs couplets sur le soi-disant «parti des travailleurs» quand un Cosnier, maire de Villejuif vient parader à la mairie devant notre manifestation, détournée pour la circonstance et en douceur des autres entreprises de Villejuif où nous voulions aller populariser notre lutte.

Que pensez d'un G. Marchais, devenu vedette de télévision, et de sa visite aux hôpitaux de Villejuif ? Vient-il y faire autre chose qu'une chasse aux voix et trouver quelques anecdotes à raconter à loisir dans ses meetings électoraux et ses émissions télévisées ? Certainement pas, en tout cas, nous aider dans notre lutte !

Que faire ?

Notre lutte confirme combien, face à la droite, face aux partis de la désunion de la gauche, nous devons ne compter que sur nos luttes, les unir en une force autonome par rapport à la gauche et sa volonté de récupération.

Force qui seule est en mesure d'imposer nos revendications, et d'avancer vers le socialisme, cette société où nous prendrons enfin notre destin en main.

Les premières forces rassemblées au sein de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Proletarienne se sont fixées ces tâches et ce but. Les forces sont représentées sur la circonscription par la candidature de Joël PERRET

**UOPDP Cachan,
Arcueil, Gentilly,
Villejuif, Kremlin B.**

février 78

Correspondance
Comité de saint Etienne

Besançon

PRENDRE L'INITIATIVE DANS LE DÉBAT POLITIQUE

Trois réunions se sont déjà tenues pour constituer un comité à Besançon. Elles ont permis à 50 personnes environ, de débattre de la plate-forme du comité d'initiative national, et en particulier de la nécessité de préparer les possibilités de luttes après mars, indépendamment des partis de gauche. Ce n'est pas un hasard si ces propositions ont recueilli un écho particulièrement favorable tant chez les communaux qui sont confrontés chaque jour à un patron de gauche que dans l'usine Weil où un bon nombre de syndicalistes ont décidé de monter un nouveau syndicat pour la lutte, face à l'accaparement de la CGT par quelques responsables PCF.

Ces réunions ont permis aussi avec plusieurs militants CFDT de réfléchir aux perspectives proposées par les dirigeants de cette organisation au niveau national comme au niveau local (PSU) : celle de subordonner les luttes à la victoire de la gauche, celle d'intégrer ceux qui à travers la notion d'auto-gestion aspirent de fait au socialisme au sein de la gauche.

Discussions sur des propositions concrètes pour la plate-forme : accord dans les grandes lignes et insistance pour préciser nos revendications sur les vieux travailleurs, sur les handicapés... Nécessité de préciser nos objectifs de lutte au niveau régional, par exemple par rapport au Grand Canal.

Discussion pour situer la place de ces objectifs de lutte par rapport aux objectifs des partis de gauche, mais aussi par rapport

à ce qu'on voudrait réaliser dans le socialisme.

Discussion montrant tout le travail à faire encore pour unifier réellement des luttes qui restent encore isolées dans divers secteurs : celles des femmes, des soldats, des écologistes... Les résultats dépendent, pour l'essentiel, de leur unification dans un véritable front de lutte.

Le comité, après avoir discuté et voté démocratiquement sur l'intérêt de présenter des candidatures, sur les candidats, sur l'attitude au deuxième tour (abstention ou vote « nul ») a commencé à s'organiser : une commission d'organisation élue prépare le travail et les réunions, trois commissions (entreprises, quartiers, jeunesse) se donnent pour objectif de faire connaître le front dans leur secteur, de débattre des propositions, de prendre des initiatives...

Déjà deux tracts ont été diffusés : un appel local aux travailleurs et un tract diffusé à la rencontre CFDT sur l'emploi, intitulé « Quel choix ? la lutte » en réponse « au bon choix » d'Edmond Maire, qui consisterait à voter pour la gauche. Les camarades présents dans les forums sont intervenus pour rappeler la nécessité de débattre de « comment organiser la lutte pour l'emploi ? » qui concerne ici non seulement Lip, le CAT, RPT, Mischler... mais aussi tous les travailleurs menacés et particulièrement les jeunes en stage bidon et tous les auxiliaires, vacataires du secteur public et nationalisé, tirant les enseignements des tentatives de coordination des Lip et de



Une assemblée des travailleurs de Lip

la lutte des postiers du centre de Créteil.

Les candidats, appuyés par les membres du comité, ont déjà participé à deux réunions contradictoires :

— L'une sur le Grand Canal où l'UOPDP a défendu un point de vue de classe, a proposé de se rassembler dans un large front contre ce projet, parfaite illustration de la logique capitaliste qu'elle soit de droite ou de gauche.

— L'autre, suite à la projection du film « Aux armes

citoyens », a permis de faire la différence entre les candidats qui disent « Votez pour nous, faites-nous confiance, on résoudra vos problèmes », ou « On vous fera participer » (PSU), « On vous dira la vérité » (LO) et l'UOPDP qui dit « On n'obtiendra rien par les élections, c'est sur nos luttes qu'il faut compter », en forgeant l'autonomie de la riposte ouvrière face aux partis de droite et de gauche.

Correspondance
Comité de Besançon

Martigues - Port de Bouc

Faire progresser l'idée du Front

Quelques informations sur le comité local de Martigues - Port de Bouc qui organise aujourd'hui une vingtaine de personnes. Dans la même circonscription la 10^e des Bouches-du-Rhône, deux autres comités locaux se sont mis en place à Vitrolles et à Gardanne.

Nous avons tenu à ce jour notre troisième réunion, voici les débats politiques principaux qui s'y sont menés et quels moyens nous avons mis en œuvre pour faire progresser l'idée du front dans la période.

(...) Les débats politiques ont porté sur le projet capitaliste d'Etat du PCF et les dangers qu'il représente, sur le contenu à donner à nos interventions dans les réunions du PCF, et sur les moyens de surmonter le décalage parfois entre l'accord politique et l'hésitation à s'engager dans la construction du front.

(...) Les moyens : il faut que l'U.O.P.D.P. fasse la preuve que les aspirations des travailleurs ne seront pas détournées au profit d'intérêts étrangers. Nous avons lancé des commissions ; trois pour l'instant :

— Luttés ouvrières après 78. Capitalisme d'Etat ou socialisme.

— Ecole capitaliste ou école des travailleurs

— Une santé pour les travailleurs par les travailleurs.

L'objectif immédiat de ces commissions est : partant des aspirations ou des questions qui se font jour dans un secteur, de mener le débat pour clarifier les bases à partir desquelles ces aspirations peuvent être satisfaites, où ces questions pourront trouver une réponse. (...)

Dès maintenant, le travail des commissions devait donner un contenu beaucoup plus riche à nos meetings, qu'un simple développement de la plate-forme de l'U.O.P.D.P.

Enfin le comité a organisé la distribution de l'Appel et le collage de l'affiche de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Proletarienne dans plusieurs villes de la circonscription, (marchés, entreprises, grands magasins).

Comité Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Proletarienne

Martigues - Port de Bouc

Le 26 février Meetings de l'UOPDP à

Paris :

De 14 heures à 18 heures, Salle A de la Mutualité.
— Présidé par André DRUESNE, ouvrier, candidat dans le 19^e.

Joël PERRET, ouvrier, candidat à Villejuif (où se présente Marchais).

— Intervention centrale du Comité d'Initiative national présentée par :

Patrick PICHOT et Jean-Louis RABOUTET

• Avec des interventions et témoignages d'un postier de Créteil, d'un travailleur immigré, de vieux travailleurs, de jeunes ainsi que sur les luttes des femmes et pour le cadre de vie.

• Présentation des candidats de la région parisienne

• Stands des comités locaux de la région parisienne

• Tables de presse et librairie

• Animation : • chorale de l'Union générale des Etudiants tunisiens • chants révolutionnaires • sketches et montage-diapo.

Rennes

De 14 heures à 18 heures, Pavillon des Lices

— Intervention centrale du Comité d'initiative national par Alain CASTAN

— Interventions sur Citroën, la situation de la paysannerie et les luttes dans la région (Laving-Graces à Nantes).

— Animation culturelle : • chorale • la troupe Jean RIGOLET de Nantes (pièce sur les élections) • casse croûte et boissons.

Lille

17 heures, salle du Conservatoire, place du Concert.

— Intervention centrale de Charles VILLAC (membre du Comité d'initiative national)

Vaucluse

Avec les ouvriers agricoles les petits paysans

Une première réunion publique, dans un petit village proche de Vaison a rassemblé une dizaine de personnes, tous travailleurs : petits paysans et ouvriers agricoles.

Nous avons d'abord présenté le sens de notre candidature et retracé la longue lutte des vrais communistes contre les reniements et les trahisons du PCF depuis la Libération, à travers l'exemple de notre camarade Arthur Chave, bien connu par ici. Puis les candidats de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Proletarienne ont analysé la crise actuelle, la faillite des solutions bourgeoises de droite ou de gauche et développé nos propositions en particulier en ce qui concerne la réforme agraire qu'il faudrait appliquer après la révolution. Une riche discussion a suivi, lors de laquelle un vieux militant communiste, un ouvrier agricole... ont exprimé leurs aspirations et leurs espoirs révolutionnaires.

BOUCHES DU RHÔNE 10^e CIRCONSCRIPTION : RÉUNIONS PUBLIQUES :

A VITROLLES

Le mardi 28 février - Salle Le Romarin - 20 H 30
HLM les Pins

A MARTIGUES

Le lundi 6 mars - Salle Prévert - MJC - 18 H

Grenoble

PREMIERE RÉUNION PUBLIQUE : UN SUCCES

Lors de cette réunion furent présentées les trois circonscriptions où l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne présente des candidats : usines, quartiers populaires, marchés, secteurs ruraux etc...

Ceci permit de discuter avec les 80 personnes présentes sur les différentes formes d'action à mener. Il fut constaté notamment que, face aux millions dont disposent les partis bourgeois de droite ou de gauche pour leur matraquage électoral, il n'était pas question de rivaliser avec eux sur ce terrain, mais que par contre, nous irons là où ils sont absents : au sein des luttes et des masses populaires.

Il a été réaffirmé que refuser tout désistement pour la droite comme pour la gauche au 2^e tour était la seule position juste et honnête à adopter devant les travailleurs.

Les actions que l'UOPDP mène et mènera pendant la campagne électorale visent à la mobilisation la plus large possible, principalement dans la classe ouvrière, pour construire son autonomie face aux partis bourgeois de droite et de gauche pour l'après mars 78, pour avancer vers l'avènement du socialisme.

Le Comité d'initiative compte 19 membres :
9 ouvriers, 1 cheminot,
3 employés, 4 enseignants,
1 étudiant et 1 technicien.

● Il est de règle pour les partis bourgeois, de faire le silence sur les questions internationales, et encore plus en période électorale. L'U.O.P.D.P., elle, lutte pour défendre la paix, l'indépendance nationale et l'unité avec le Tiers-Monde. C'est pourquoi il est important d'évoquer ici les opérations de grande envergure menées par l'URSS dans la Corne de l'Afrique, dans sa rivalité accrue avec les USA. Nous sommes solidaires des peuples de cette région. Cela nous concerne tous.

Éthiopie : l'impérialisme soviétique à visage découvert

Tandis que des navires soviétiques font route actuellement vers Cuba pour aller y chercher 3 à 5 000 soldats qui renforceront les Cubains déjà engagés aux côtés du régime de Mengistu, le comité suprême de 17 membres chargé à Addis-Abeba de réorganiser l'armée et les structures politiques de l'Etat éthiopien, comprend maintenant, sept Soviétiques, quatre Cubains, et seulement six Éthiopiens.

Tout indique aujourd'hui que le social-impérialisme soviétique s'est engagé ainsi dans une véritable entreprise de colonisation, faisant des membres de la junte d'Addis Abeba les servants directs de ses ambitions pour le contrôle de la Corne de l'Afrique. Il ne fait guère de doute que le dictateur Mengistu, qui fait régner une terreur sanglante contre les masses de son pays et qui est isolé même au sein des classes dirigeantes de la société éthiopienne, ne tiendrait pas longtemps s'il ne disposait pas de l'appui militaire colossal, sans équivalent dans aucun pays, que lui accordent les dirigeants du Kremlin.

Les développements de la situation dans cette partie du monde, qui mettent en évidence d'une manière particulièrement crue la nature de l'Etat soviétique, montrent aussi l'ampleur de la collaboration des deux superpuissances telle qu'elle s'exerce dans les faits, pour s'opposer à l'indépendance des peuples et exploiter à leur profit des contradictions léguées par les vieilles puissances coloniales, comme c'est particulièrement le cas sur le continent africain. Les déclarations récentes du secrétaire d'Etat américain Cyrus Vance comme quoi, les Etats-Unis auraient reçu de Moscou «l'assurance» que les Éthiopiens ne dépasseraient pas en Ogaden une certaine ligne de front, sont assez significatives de cette connivence soviéto-US. Connivence car face à l'offensive soviétique, les Etats-Unis, tout en refusant actuellement d'apporter un appui militaire à la Somalie, n'ont nullement renoncé à leurs propres ambitions dans la région, y compris en jouant la «carte» éthiopienne. L'aide militaire directe d'Israël au régime éthiopien actuel est ainsi considérée par les Etats-Unis, comme un point d'appui pour un éventuel revirement — quoique improbable dans l'immédiat — de la direction de l'Etat éthiopien. Les Etats-Unis, qui interviennent contre Mengistu par le biais de «l'Union démocratique éthiopienne» formée de responsables de l'ancien régime, maintiennent une «aide» économique considérable au DERG, notamment à travers les banques internationales qu'ils contrôlent. A ce sujet, il faut noter que l'URSS dont les investissements militaires en Ethiopie sont évalués d'ores et déjà au chiffre astronomique de plus d'un milliard de dollars, demande que le matériel qu'elle livre aux autorités éthiopiennes, lui soit payé à près de 50% en devises occidentales, notamment américaines.

L'enjeu qui se développe aujourd'hui dans la Corne de l'Afrique dépasse évidemment largement cette région. Ses implications internationales sont énormes. Bordée par la mer Rouge et l'Océan indien, cette région, située dans une partie du monde recelant un énorme potentiel de ressources — telles que le pétrole — et considérée comme vitale pour les approvisionnements de l'Occident, a aussi une importance stratégique en tant que zone charnière entre continents. Ce qui s'y passe pèse sur les destinées même de l'Europe. Ainsi, l'URSS qui a déjà, avec ses alliés cubains, pris solidement position en Angola, sous prétexte d'«aide» à une lutte de libération, entend renforcer par son intervention en Afrique de l'Est, sa présence sur ce continent et, par ce biais renforcer l'encerclement de l'Europe, enjeu principal de sa rivalité avec la superpuissance américaine.

Comme le soulignent les Somaliens, l'Europe est aujourd'hui tenue à l'écart des décisions internationales concernant la Corne de l'Afrique, tandis que la France qui maintient sa base agressive de Djibouti, reste dans un prudent attentisme, conformément aux souhaits de Washington.

Tout en constituant un très grave danger pour la sécurité des peuples, le développement de l'intervention soviétique et la connivence de fait avec les Etats-Unis, dans la Corne, contre l'indépendance des peuples, sont en train de révéler, d'une façon peut-être plus évidente que jamais aux yeux des peuples, et particulièrement du Tiers-Monde, la véritable nature du régime soviétique. Même ceux qui hier, dans leur détermination à soutenir le peuple angolais contre le colonialisme portugais, avaient pu se tromper sur le sens exact de l'«aide» soviétique, entrevoient aujourd'hui de plus en plus nettement ce qu'il en est, avec les développements de la situation au bord de la mer Rouge.

● Paris 19^e

Une ambiance chaleureuse

Une cinquantaine de personnes avaient répondu le samedi 18 à l'appel lancé par le comité d'initiative local de l'UOPDP du 19^e, qui invitait les habitants du quartier à débattre de la situation locale à la veille des élections et de la plate-forme de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Proletarienne.

Des syndicalistes, des chômeurs, des membres d'associations de parents d'élèves sont tour à tour intervenus pour expliquer leur situation, les luttes qui se mènent dans le 19^e contre la politique d'austérité du pouvoir, contre les effets de la crise du système capitaliste qui jette à la rue quotidiennement des centaines de travailleurs, qui ferme les unes après les autres les boîtes du quartier pour faire du 19^e un centre résidentiel aux immeubles luxueux inaccessibles à la grande masse des travailleurs obligés de partir en banlieue. Ces mêmes travailleurs ont expliqué comment, dans leurs luttes quotidiennes, ils ont dû s'affronter à la politique de démobilité, de dévoiement et de trahison des dirigeants du PCF, beaucoup plus préoccupés de récupérer les voix des travailleurs que de soutenir leurs luttes. Un ouvrier de la SOPAD a rappelé leur rôle de démobilité et d'isolement lors de la grande grève de la boulangerie Cadot il y a deux ans, et plus récemment, à Phydor, où l'occupation votée unanimement par les ouvrières et

les ouvriers il y a 15 jours, se heurte aujourd'hui aux problèmes d'isolement et de découragement entretenus par les bonzes syndicaux de la CGT qui s'opposent systématiquement à toute popularisation de la lutte, qui bloquent tout contact avec l'extérieur.

De nombreuses questions, de riches débats où chacun a pu exprimer librement ses opinions, ses aspirations à un changement radical de cette société pourrie ont suivis l'intervention centrale d'André Druésne qui, à l'aide d'exemples concrets et d'argumentation vivante, a démonté les projets politiques des partis de droite et de gauche visant chacun à renforcer l'exploitation des travailleurs.

Des discussions franches et ouvertes, une ambiance chaleureuse, un échange fructueux entre les participants, tout cela contrastait franchement avec les réunions électorales des partis traditionnels qui refusent tout réel débat et que les travailleurs désertent de plus en plus. Une volonté commune de rompre l'isolement, l'émiettement, la dispersion des luttes, d'élargir ce vaste courant d'opposition à la droite et à la fausse gauche, qui existe, s'organise et se développe, tout cela nous confirme dans la nécessité de construire et de développer un large front anti-capitaliste et anti-révisionniste, au-delà des échéances électorales de mars 78.



En juin 1976, les travailleurs de la boulangerie industrielle Cadot devaient mener une lutte contre la fermeture, malgré les tentatives d'isolement et de démobilité perpétrées par les dirigeants PCF de la CGT.

● Paris 18^e RÉUNIONS PUBLIQUES

RÉUNIONS PUBLIQUES :

Samedi 25 février, 43 rue des Poissonniers, 20 H
Lundi 27 février, 4 rue C. Hermitte, 19 H
Jeudi 2 mars, 5 rue de Torcy, 20 H
Vendredi 3 mars, 11 rue Cavé, 20 h
Meeting, samedi 4 mars, 20 H - 9 rue Richomme.

● Thionville

La parole aux travailleurs en lutte

Après une présentation des grands traits de la plate-forme de l'Union, Marcel Grégoire, employé à Usinor, candidat sur Thionville-Est a pris la parole pour décrire la lutte des travailleurs d'Usinor contre les licenciements. Il opposa à cette lutte, qui ne put être consécutive du fait des dirigeants CGT-PC, celle menée depuis trois mois à la Sexial avec fermeté et détermination.

Un travailleur de cette entreprise devait d'ailleurs intervenir par la suite, déclarant en particulier que «les travailleurs ne sont pas fous, ils ont raison de se battre».

Alphonse Laux, ouvrier, retraité, candidat sur Thionville-Ouest avait auparavant expliqué la nécessité d'union des travailleurs contre le capitalisme sous toutes ses formes, les raisons et les buts de l'U.O.P.D.P.

Lors du débat, les candidats répondirent à diverses questions, notamment sur l'unité des marxistes-léninistes et l'après 78.

Correspondance comité U.O.P.D.P. Thionville

● Bayonne

Le travail est lancé !

Après deux réunions du comité et les premières réunions de commissions, le travail est en effet lancé. Outre la première conférence de presse publiée dans les journaux, nous avons droit à 50 lignes chaque semaine à la page de Bayonne.

Nous avons réalisé un film sur la région que nous allons passer dans nos réunions publiques. Le comité mobilise une trentaine de personnes.

● Malakoff, Vanves, Issy

Après 2 assemblées générales

Pourquoi les travailleurs sont-ils venus ?

Certains en spectateurs, comme ils le disent eux-mêmes, ce qui confirme l'intérêt de faire des Assemblées Générales publiques.

D'autres, avec qui des discussions avaient déjà été menées, sont venus sur la base d'un accord assez grand avec l'essentiel de l'analyse politique exprimée dans le préambule : notamment les dangers de l'après 78, et la nature du PCF. Mais pour une part d'entre eux, il se demandent comment construire concrètement le front.

D'autres, dans ce cadre politique veulent développer un travail spécifique : femmes, santé, cadre de vie, éducation...

D'autres enfin avaient

des réticences sur certains points de l'analyse politique : à propos de la nature du projet de capitalisme d'Etat, le PCF, veut-il aller au pouvoir ? ou alors, en parlant des dangers de l'après 78, ne fait-on pas une surestimation des moyens du PCF, pour mettre en œuvre son projet (...).

Il a semblé au comité d'initiative, qu'il fallait engager les réunions dans les entreprises touchant plus de gens encore et insistant surtout sur le contenu du préambule, pas seulement sur la tactique de front, et aussi élaborer la partie revendicative.

Le comité propose que le débat de la prochaine Assemblée générale soit articulé autour d'exemples concrets de discussions ou du travail en direction des femmes par exemple.

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

Chômage des jeunes

UNE OPERATION PAS SEULEMENT ELECTORALE

Après avoir menti sans honte sur la « baisse » du nombre des chômeurs en janvier 1978, et après avoir été démenti par le directeur de l'INSEE lui-même, Beullac, Stoléro et leurs compar-

ses du CNPF ne craignent pas aujourd'hui d'annoncer à propos du chômage des jeunes :

« Les résultats que nous avons obtenus sont considérables ; 600 000 postes ont été offerts pour les jeunes. Il y a actuellement 550 000 jeunes qui occupent ces postes ». Barre, pour faire plus vrai, a déclaré que ces chiffres sont « inespérés ». « Ce n'est pas du bidon, a-t-il déclaré, puisque le président du CNPF a indiqué que 90 % des jeunes ainsi recrutés auraient leur emploi des manières définitives ». L'argument est simple puisque Ceyrac, le patron des patrons le dit, ça doit être vrai. Chotard, vice-président du CNPF, lui, ajoute que : « Les emplois proposés ne sont pas des emplois temporaires destinés à une opération de maquillage électoral ». Puisqu'il le dit, lui aussi...

Or, le chiffre de 550 000 jeunes en stage est surévalué. D'après les travailleurs de l'INSEE et de l'Agence nationale pour l'emploi, ce n'est pas 550 000 jeunes, mais 390 000 seulement qui occuperaient ces postes « offerts » par le patronat. D'autre part, rien ne con-

firme ce que le CNPF et le gouvernement affirment sur le caractère définitif de ces emplois pour la simple raison que les jeunes ainsi embauchés ont toujours été et sont toujours sous contrat d'une durée de six à dix mois.

Ainsi donc, les affirmations gouvernementales et patronales sont des mensonges.

D'un autre côté, il est très possible que capitalistes et gouvernement aient une idée derrière la tête. Ce que la bourgeoisie appelle « le pacte national pour l'emploi » se révèle extrêmement avantageux pour eux. Il permet de faire baisser artificiellement le nombre des chômeurs, mais de plus, il permet aux patrons de bénéficier d'une main d'œuvre jeune et gratuite puisque c'est l'Etat et donc les contribuables qui payent les jeunes ainsi employés, et puisque les entreprises sont exonérées en plus des charges sociales qu'elles devraient payer normalement. Ensuite sous prétexte de formation, ces jeunes, qui effectuent une journée de travail entière où la formation est réduite à sa plus simple expression, reçoivent

des salaires de misère : 400 F par mois s'ils ont moins de 18 ans et 1 500 F au-dessus de 18 ans.

On voit donc que la bourgeoisie au pouvoir tire un énorme avantage de ces stages dits de formation. Aussi quand elle annonce le caractère définitif de ces emplois est-ce que cela ne signifie pas qu'à l'avenir elle veut obliger systématiquement un certain nombre de jeunes à s'embaucher à la sortie de l'école ou de l'apprentissage, dans des entreprises et dans les mêmes conditions que celles qui existent actuellement pour ces stages.

Cela conviendrait parfaitement aux désirs des monopoles qui exigent actuellement d'importants allègements fiscaux. L'actuel « pacte national pour l'emploi » correspond tout à fait à ce désir. D'où la possibilité de sa généralisation ultérieure sous le prétexte de la lutte contre le chômage des jeunes. Auquel cas, (qui est déjà actuel) se vérifierait de façon non-masquée ce que disait Marx, à savoir que le chômage constitue un moyen pour la bourgeoisie de faire baisser les salaires.

A propos de la condamnation d'un violeur

FAIRE LE PROCES DU VIOL

Mercredi 22 février, Setti Lakhdar, de nationalité algérienne, a été condamné à vingt ans de prison par la cour d'assise de l'Oise pour le viol de cinq autostoppeuses. Jamais à présent en France, un violeur n'avait été condamné à une aussi lourde peine. Le fait que Lakhdar soit de nationalité algérienne n'est pas pour rien dans cette sévérité de la justice qui, habituellement, fait preuve de beaucoup de complaisance avec les violeurs.

Une avocate d'une des victimes, Josyane Moutet, s'exprimant au nom du « Collectif juridique des femmes » avait demandé aux juges d'infliger à l'accusé une peine assortie du sursis avec mise à l'épreuve.

Cette position nous paraît extrêmement intéressante, car elle témoigne d'une profonde réflexion sur la nature de la justice bourgeoise. Toutes les avocates féministes s'occupant tout particulièrement des affaires de viol - dont Gisèle Halimi - n'ont jamais réclamé des peines précises dans des procès contre des violeurs.

Maitre Moutet a précisé : « Nous ne sommes pas ici par vengeance, pour faire condamner un Algérien, bien que ces cinq crimes soient atroces, mais pour

essayer de faire diminuer les 22 000 viols commis annuellement en France. Nous n'avons pas d'autres moyens que de faire appel pour cela au lourd appareil judiciaire qui broie les individus par la prison. C'est pourquoi nous ne voulons pas qu'une lourde condamnation soit infligée à Lakhdar. Au cas où cette condamnation serait prononcée, nous refuserions de toucher des dommages et intérêts sur la rémunération future d'un garçon exploité en prison par des industriels peu scrupuleux ».

C'est donc là une déclaration de principe qui nous paraît juste et importante. S'il est tout à fait juste de faire reconnaître le viol comme un crime, nous ne pouvons nous appuyer sur la répression bourgeoise dans la lutte contre le viol.

Il est significatif qu'un avocat d'une des cinq victimes, et visiblement peu soucieux de défendre la cause des femmes se soit attaqué aux avocates du « Collectif juridique des femmes », les accusant de faire des procès pour viols « des tribunes politico-sociales » et qu'en même temps, il ait réclamé, lui, vingt années de réclusion criminelle.

• Vitry

Quatre heures pour lutter contre l'insécurité des travailleurs
Organisées par le Collectif populaire de Vitry
contre la répression
Samedi 25 février de 14 à 18 h
Salle Montesquieu
55, rue Charles Fourier
Vitry (près de la gare)

• Grande-Synthe (Nord)

Une municipalité PS dans les pas de Stoléro

La mairie PS de la Grande-Synthe a pris la décision de refuser tout logement aux immigrés sous le prétexte que d'autres municipalités de la région refusent de le faire et renvoient systématiquement leurs dossiers sur la Grande-Synthe. Ils prennent pour prétexte que le taux d'immigrés dépasse le « seuil critique ».

Cette municipalité de gauche n'hésite pas à écrire noir sur blanc que la Grande Synthe ne doit pas devenir une ville « poubelle » où se retrouvent tous les cas « sociaux ». Quelle différence avec la politique du gouvernement et les mesures racistes à l'échelon national alors que les conseillers municipaux le font

à l'échelle de la commune. De plus, l'amalgame « immigrés-cas sociaux » fait aussi partie de la politique actuelle de la bourgeoisie visant à considérer tous ceux qui d'une manière ou d'une autre souffrent d'inadaptation, ou ne correspondent pas à une prétendue « normalité », comme des handicapés. Les étrangers sont de ceux-là comme aussi les chômeurs.

• Kodak-Vincennes

DIRECTION GENERALE OCCUPEE !

Cela fait plus de quatre mois que les 4 X 8 de Kodak sont en lutte. Depuis le 16 octobre, ils débrayent 2 h, chaque équipe en fin de poste, tous les samedis. Ils ont fait grève pour Noël et le jour de l'an ; ils ont manifesté la semaine dernière dans l'usine à Vincennes (c'est là qu'ils sont, les 4 X 8, 250 environ). Et la direction refusait toujours de discuter.

Alors ils sont venus le voir ce jeudi, tous ensemble, avec leurs parents, en métro. Et comme la direction ne voulait pas les voir (pas avant avril, paraît-il), alors ils sont rentrés, un peu en force, un peu par surprise. Ils occupent au rez-de-chaussée du vaste immeuble Kodak, rue Villot, le bar et une salle voisine.

Il est 19 h et ils cassent la croûte, et ils discutent : dans la bonne humeur. La direction vient d'informer les délégués qu'elle veut discuter, mais demain à 9 h, et sans la meute (c'est les

ouvriers la meute), et à condition que tout le monde s'en aille !

Il n'en est pas question ! On reste là jusqu'à neuf heures : on verra bien si les flics viennent !...

Les choses en sont là... Mais que veulent-ils donc ces 4 X 8 ?

Ils veulent une cinquième équipe et ils veulent que leurs primes de fin d'année et de vacances soient calculées sur leur salaire réel et non sur le salaire de base (173 h 33) qui, pour eux, est accru à cause de leurs heures de nuit, de samedi, dimanche, et ça fait une différence !

La 5e équipe ? En ce moment ils travaillent 7 jours de rangs (matin, après-midi ou nuit), puis 2 jours de repos, et de nouveau 7 jours... ça leur fait un dimanche par mois en moyenne. Et leurs jours bloqués de congés supplémentaires (les RH : récupération horaire comme ils disent) pour ramener la moyenne hebdomadaire à 40 h, ils les



prendront... quand la direction le voudra : quand ça l'arrange !

Vous voyez un peu la vie de famille qu'ils peuvent avoir ! Alors une 5e équipe ça permettrait d'arranger un peu ça : un peu plus de dimanche, un peu plus de

jours de repos mieux répartis...

Quant à la prime, quoi de plus juste ! Quand ils payent pour envoyer leurs enfants en colonie c'est bien calculé sur le salaire réel et non sur le salaire de base, et les impôts pareils !

Mais voilà : la direction doit avoir de tellement gros problèmes, qui passent bien avant la vie de famille de quelques ouvriers ! Elle ne peut s'occuper de ça avant avril !

Il va bien falloir qu'elle s'en occupe !



GREVE AUX ALLOCATIONS FAMILIALES

Depuis le 31 janvier, les ATHQ (agents techniques hautement qualifiés) de la Caisse d'allocation familiale de la région parisienne sont en grève. En fait, malgré leur titre ronflant les ATHQ connaissent

les mauvaises conditions de travail et les bas salaires. Ils sont environ 2 000 sur un effectif de 8 000 employés, leur mouvement de grève est suivi à 80 %.

Travaillant dans des conditions déjà pénibles avec

des locaux exigus et une multitude de dossiers, tout ceci s'est aggravé avec la mise en place de la nouvelle prestation démagogique : le complément familial.

En effet, le travail des ATHQ consiste à codifier et mettre en fiche les dossiers des allocataires pour l'attribution des prestations. Nouvelle prestation égale accroissement de la charge de travail. Quant aux salaires, jugez vous-mêmes : au niveau 1 : 1 895 F brut mensuel à l'embauche et au niveau 5 (celui des ATHQ) 2 280 F brut, il faut dire que 90 % du personnel est féminin... (comme disent les patrons, c'est un salaire d'appoint !)

Les ATHQ revendiquent le passage à la qualification supérieure, le niveau 6. Leur grève est dirigée par un comité de grève élu regroupant syndiqués et non-syndiqués et c'est par un vote majoritaire qu'ils ont décidé et mis en place l'occupation du contre ordinateur de la CAF.

La direction a fait aussitôt une demande en justice pour en obtenir l'évacuation. à ce jour, celle-ci n'a

pas eu lieu.

Pour arracher leurs revendications, les employés de la CAFRP devront faire céder l'UCANSS (Union des caisses nationales de Sécurité sociale), organisme paritaire regroupant syndicats et patrons sous la présidence du CNPF. Lui-même dépend du ministère de la Santé (celui où Mme Veil se distingue). Jusqu'à présent, les négociations n'ont rien donné, une commission de travail de l'UCANSS étant prévue le 4 mars prochain, il y a de grandes chances que le mouvement se poursuive jusqu'à cette date. Les marxistes-léninistes de la CAFRP appellent dans leur dernier tract l'ensemble des employés de la caisse à faire front pour faire céder le gouvernement.

« C'est ensemble qu'il faut exiger la réforme de la classification, injuste plus particulièrement pour les employés, et une augmentation uniforme des salaires réduisant l'écart hiérarchique entre les employés et les cadres. »

« C'est une réponse de classe et non une façon de noyer les revendications des techniciens. »

Réunions-débats organisés par L'HUMANITE ROUGE

« LES LÉGISLATIVES ET NOUS » : SOUTENONS LES CANDIDATS DE L'UNION OUVRIERE ET PAYSANNE POUR LA DÉMOCRATIE PROLÉTAIRIENNE

MONTARGIS

Vendredi 24 février, 20 h 30
Salle Paul Bert, 40 rue Ferrier

HÉNIN-BEAUMONT

Samedi 25 février, 17 h
Salle du foyer laïque, place Carnot

DOUAI

Mercredi 1er mars, 20 h
Salle des fêtes du pavillon Roux, rue Léonie Maiaux

BRETIGNY-SUR-ORGE

Vendredi 24 FÉVRIER
de 18 h à 22 h.
Salle des fêtes de Bretigny sur Orge

LES ULIS

SAMEDI 25 FÉVRIER
AUX ULIS (Essonne) « La maison pour tous »

PARIS

Vendredi 24 FÉVRIER 1978
à 20 h, Salle de l'Épicerie,
12, rue du Renard, Paris 4e
Métro : Hôtel de Ville
Intervention de Jacques Jurquet
et du candidat de l'Union ouvrière
et paysanne pour la démocratie
prolétarienne dans le 2e et 3e arrondissement

Premier anniversaire de la « la lyre des travailleurs »

C'est pour fêter sa première année d'existence que, lundi soir 13 février 1978, une bonne trentaine d'amis et de camarades de la « Lyre » se sont retrouvés, accueillis par de très sympathiques cafetiers de Saint-André (près de Lille).

Au cours de ce « pot » et pour le plaisir de tous, la « Lyre » interpréta quelques chants, après le petit discours du chef de la chorale qui a souligné les progrès réalisés, en qualité bien sûr, mais aussi du point de vue de l'élargissement du recrutement des membres de la « Lyre ».

Enfin, tout le monde se sépara, non sans avoir souhaité de se retrouver, bien plus nombreux, l'année prochaine.

Bon anniversaire à la « Lyre des travailleurs » !
Correspondant HR

COMMUNIQUE

« Le théâtre du Printemps »
joue et chante
« OCTOBRE AUJOURD'HUI »
Le 26 février à 16 h
à la Maison pour tous de la Malcense
(122, bd de l'Égalité)
TOURCOING

Amis lecteurs
achetez toujours
l'Humanité rouge
dans
le même kiosque

RECTIFICATIF

Dans notre journal du mercredi 22 février, nous avons indiqué que le candidat titulaire de la 1ère circonscription de Montreuil s'appelait Gonzalez. C'était une erreur. Son nom est Fernandez.

Développer la solidarité avec la classe ouvrière tunisienne

Samedi 25 février, un mois après la grève générale sauvagement réprimée par le régime de Bourguiba s'ouvrira à Tunis un congrès extraordinaire de l'UGTT.

Véritable congrès fantôme convoqué par des fonctionnaires syndicaux venus aux assassins des travailleurs tunisiens, son but est d'« être une nouvelle direction et de consacrer l'épuration de l'UGTT ».

Pendant ce temps-là, Habib Hachour secrétaire générale de l'UGTT et dix autres responsables syndicaux sont toujours en prison.

Le pays continue d'être placé sous le régime du couvre-feu ; les arrestations et les procès d'ouvriers, d'étudiants se poursuivent. Déjà plus de 160 condamnations allant de 3 mois à 7 ans de prison ont été prononcées.

Ce congrès fantôme, qui vise à liquider le mouvement syndical tunisien doit être dénoncé. Dans nos usines, dans nos syndicats, la solidarité active avec nos frères de classe tunisiens doit s'exprimer avec force.

Postiers Paris PLM

Mobilisation contre les sanctions

Pour être monté sur un chariot, avoir pris la parole et soi-disant avoir bousculé un chef lors de la délégation de masse du 9 novembre dernier, quand Menvielle (INE) avait été licencié... un préposé de la ligne 3, KUP, a été suspendu de fonction et mis à demi-salaire depuis le 18 no-

vembre, en attendant de passer en conseil de discipline.

C'est déjà une sanction hors du commun infligée par ces patrons de choc, Bussicault et Amoros dont l'arrogance ne cesse de croître, lui qui est allé jusqu'à arracher le télépho-

ne du transbord pour que les préposés ne puissent pas.

La répression et le climat d'anxiété qui grandissent dans le centre deviennent de plus en plus insupportables :

- Un agent doit passer en conseil de discipline : la sanction proposée est une mise à pied de trois mois car... il n'a pas été reçu à son examen de tri des « Paris ».

- Un autre qui a participé à la délégation de masse du 9 novembre vient de recevoir un blâme.

- Un licenciement d'auxiliaire a encore eu lieu tout récemment au transbord.

- L'administration augmente son arsenal répressif avec une note scélérate intitulée « Mise en garde pour manquements mineurs » c'est la volonté d'instaurer un flicage permanent et serré sur nous tous.

Aujourd'hui, il convient de ne pas se replier sur soi-même, mais de réagir car nous avons de plus en plus de mal à supporter ce climat de malaise qui s'abat sur nous.

ne revienne dans son service, telle est la nouvelle forme de lutte inaugurée par nos camarades du Nord, de l'Est et de Créteil. Il faut oser lutter contre la répression autrement que par des « pétitions-miracles ».

Kup doit passer en conseil de discipline ; devant ce conseil de répression, les choses sont jouées à l'avance. En effet, composé à égalité de représentants de l'administration et des syndicats, même si ces derniers votent contre la sanction, celle-ci passer quand même car l'administration bénéficie d'une voix prépondérante. On voit d'ici ce qui attend Kup.

Ne subissons plus la répression de l'administration ! Luttons contre toute sanction ! Refusons que Kup soit muté ailleurs !

Des aujourd'hui, préparons la réintégration de Kup ! Nous, syndiqués CGT-CFDT et non-syndiqués, renouvelons publiquement notre appel aux directions syndicales pour qu'elles mettent tout en œuvre pour lutter efficacement contre la répression.

Prenons en main la défense de Kup (préparons sa réintégration) et celle de tous les vacataires du PLM !

Des syndiqués CGT, CFDT, et des non-syndiqués du PLM.

• SNECMA-Corbeil Poursuite de la grève

Les 70 compagnons des commandes numériques achèvent leur 3e semaine de grève. La direction, ayant tenté de faire exécuter le travail par d'autres ouvriers, s'est heurtée à une ferme résistance : plusieurs tourneurs travaillant sur des machines « classiques », c'est-à-dire non commandées par des ordinateurs ont refusé de briser la grève dans deux ateliers. Dans un autre centre SNECMA, à Bois-Colombes, quatre ouvriers, sur commande numérique se sont également mis en grève par solidarité avec Corbeil.

Le moral est bon. De nombreuses collectes effectuées dans les entreprises avoisinantes et sur les mar-

chés des environs ont permis de bien alimenter la caisse de grève tout en popularisant le mouvement.

Hier, mardi, des « huiles » en Rolls-Royce et en Rover, sont venus visiter la SNECMA. Les grévistes leur ont fait une haie d'honneur qui n'a pas été de leur goût : ils ont filé piteusement en écourtant leur visite !

Pas de travail sur deux machines !

Embauche immédiate ! Que la direction se plie à la juste volonté des ouvriers !

Les 70 compagnons des commandes numériques vaincront !

Correspondant HR